



SUD | CFE-CGC | CGT | FO |

Déclaration de l'intersyndicale au CSEC du 16 octobre 2024

Le 9 octobre 2024, le CSEC a voté la poursuite du droit d'alerte économique des sites de Vannes, Cholet et Joué-lès-Tours en saisissant Florent Ménégau afin qu'il réponde sur la situation de ces usines. L'intersyndicale avait demandé la tenue d'une réunion d'urgence avec les Directions Industrielles des sites concernés afin d'échanger sur les conclusions du rapport d'expertise, les pistes évoquées par l'expert et les scénarios envisagés par l'entreprise. De plus, certaines organisations syndicales avaient demandé de travailler sur un projet France incluant une partie RH et une partie industrielle.

La position de l'entreprise la semaine dernière dans les médias n'a pas rassuré les salariés et les représentants du personnel. Cela va même au-delà des sites concernés par le droit d'alerte. L'entreprise a stoppé le dialogue social depuis de nombreux mois en se réfugiant dans le silence, créant ainsi un climat anxiogène pour tous.

Aujourd'hui, l'entreprise a proposé une réunion entre les DSC, le secrétaire du CSEC et les directeurs industriels Europe pour la semaine prochaine. Cette proposition ne répond pas à nos attentes car elle reporte encore à une date ultérieure sans avoir de garanties de réponse précise à nos demandes.

C'est indigne d'une entreprise qui fait de l'attention aux personnes, l'un de ses piliers. Derrière ces demandes, se trouvent des salariés en détresse. Des salariés qui, pour certains, ont besoin d'un psychologue tellement cette période de silence est difficile à vivre. **Est-ce cela l'innovation sociale voulue par Michelin ?**

En conséquence, devant l'absence de transparence de l'entreprise, **l'intersyndicale a décidé de suspendre, dès demain, toute participation de nos organisations syndicales à des réunions officielles (CSE, CSSCT, CSEC, négociations, etc...) et non-officielles (groupes de travail, etc...) tant que l'entreprise ne nous aura pas apporté de réponses claires et motivées.** Il est URGENT de donner des perspectives aux élus et un cap aux salariés des différents sites français. Nous ne pouvons plus continuer de participer à un simulacre de dialogue social.